

Quand les médias déferlent dans la banlieue

Rencontre. Comment sont traitées les banlieues et quelles sont les alternatives médiatiques pour contrer les situations de crises qui les touchent durement.

Le plus souvent laissées à la ramasse dans le traitement de l'information, les banlieues attirent beaucoup plus les regards depuis la profonde crise de novembre 2005, qui a secoué les consciences sur ces lieux où vivent quelque dix millions de Français. Pour mieux comprendre et travailler avec le monde urbain, l'association Presse & Cité et l'agence de presse Ressources urbaines organisent, aujourd'hui, une rencontre « Médias-banlieues », à la Grande Halle de la Villette, à Paris.

Selon le sociologue des médias Jean-Marie Charron, qui travaille depuis plusieurs années sur la question, « quelques initiatives ont été prises depuis la crise des banlieues pour tenter de faire évoluer les choses ». Mais, ajoute-t-il, « en ce qui concerne les médias, il faut la présence de quelqu'un sur place pour faire des alertes fortes ». Mêmes si certains ont, selon lui, mis le pied dans la porte, rien n'a, véritablement avancé. « Je crains que l'acuité du pro-



À Bondy (93), des jeunes discutent des sujets qu'ils vont traiter dans leur blog de Bondy.blog, lors de la conférence de rédaction.

blème ne perde de son urgence, et que les rédactions ne se disent qu'il y a d'autres chats à fouetter. Que le sujet ne soit marginalisé. »

Jean-Marie Charron se dit intéressé par la thématique de la diversité dans les rédactions. Mais il pense que cette question n'est pas suffisante pour régler le problème du contenu. « Quand on pose la question de la banlieue ou de la diversité, et de son traitement dans les rédactions », dit-il, on se heurte à

« une espèce de catalyseur d'un problème plus général qui est celui d'un rétrécissement de l'espace social, de l'espace de la vie quotidienne... » Selon lui, « les gens des banlieues sont peu présents dans les médias. Et lorsqu'ils le sont, ils sont toujours présentés sous les mêmes angles ». Notons que l'Humanité est le seul quotidien à avoir créé une rubrique vie des quartiers.

Avant la crise des banlieues, explique le sociologue, les problèmes n'avaient pas bougé depuis une dizaine d'années. « On avait pourtant

fait un travail et l'on pouvait pointer quelques expériences. Comme quelques tentatives de la presse régionale de faire bouger les méthodes de travail. » Selon Jean-Marie Charron, on s'aperçoit que « dans toutes les questions où était évoquée l'extériorité, le fait qu'il n'y ait pas de journalistes connaissant le secteur et l'absence de capacité à avoir des liens avec des relais locaux ont fait que tout est resté à l'identique ». L'information positive, ainsi appelée depuis la crise des banlieues, n'a pas réellement pris son essor.

C'est en présence d'une trentaine de médias de quartier de l'Hexagone, de médias généralistes et grand public, d'acteurs associatifs et d'institutions travaillant sur et dans les banlieues que cette rencontre « Médias-banlieues » est lancée. Ressources urbaines, l'agence de presse créée fin 2005 et consacrée aux banlieues françaises, travaille à proposer un regard neuf sur les quartiers populaires. Plusieurs tables rondes sont prévues lors de cette rencontre ainsi que des débats et des projections.

FERNAND NOUVEL

LE COURRIER DES LECTEURS

La Poste : le gouvernement peut-il faire la sourde oreille ?

1973 HABITANTS ET 578 VOTANTS
JEAN-LUC LAFORCE
(HUMANITE.FR)

J'habite Saint-Léon-sur-l'Isle, une commune de Dordogne de 1973 habitants où je suis conseiller municipal.

À la lecture de l'Humanité du 5 octobre donnant le résultat de la consultation nationale sur la privatisation de La Poste, je lis : « Plus de 1000 votants dans la petite ville de Brignoles » (17 000 habitants). Je vous informe que dans ma commune dirigée par un maire communiste, il y a eu 578 votants soit près de 30 % de toute la population, rapportée à la France entière ; la participation de ma commune équivaldrait à plus de 18 millions de votants. Ah oui, j'oubliais le résultat : 575 non, 2 oui, 1 blanc.

CURIEUSE ILLÉGALITÉ

MANUEL COLINAS
(HUMANITE.FR)

[...] Je suis allé voter dans ma ville, à Bourgoin-Jallieu, contre la privatisation du service public de La Poste. Reprenons. La droite au gouvernement, à l'unanimité, a considéré ce vote comme illégal, à la limite de la criminalité ; j'ai été bien heureux d'apprendre que nous étions deux millions dans l'illégalité. Mais c'est une bien curieuse illégalité, puisque cette procédure est désormais inscrite dans le marbre de notre Constitution, notre loi suprême, à la demande même de ce gouvernement de droite, et avec beaucoup d'insistance. Le bénéfice collatéral de ce vote met donc, une fois de plus, en lumière le fonctionnement de ce régime : grand tintamarre au moment de prendre la décision révolutionnaire ; mise en pratique, aucune ; et après avoir rendu le principe légal, l'ayant

inscrit dans la Constitution, notre gouvernement ne permet pas sa mise en œuvre légale. [...]

ET AUSSI...

TOUS PROCUREURS

MAXIME DAUBENTON
CAMBRAI, NORD

Chaque jour qui passe nous apporte son lot de nouveaux scandales, de procès à grand spectacle, d'arrestations rocambolesques, de « révélations » dans des carnets secrets, de magouilles réelles ou supposées ou de meurtres sordides après une libération anticipée. Face à ce déferlement d'images, de soupçons et d'accusations, nous avons tous tendance à nous enflammer, à défendre et peut-être, à condamner sans appel tel artiste, tel homme politique, telle religion, telle association ou tel dirigeant d'entreprise. Sur toutes ces affaires qui font les gros titres, je me méfie de ces emballements médiatiques. Il devient banal de voir un procès se dérouler dans les médias avant même que ne commence le vrai procès. On nous fournit des coupables « clé en main », rendant difficile la différenciation pourtant capitale entre faits et opinions. Je refuse de me transformer en procureur de tous ces gens jetés en pâture à l'opinion publique, car je pense que la médiatisation excessive de ces affaires nuit fondamentalement à plusieurs principes de notre droit, notamment au secret de l'instruction, une instruction à charge et à décharge, au respect de la vie privée, au droit à un procès équitable et à la présomption d'innocence. Dénigrer ces droits à quelques-uns, c'est accepter la possibilité d'en être tous privés un jour.

TELLE EST LA TÉLÉ

L'effet de répétition

Le bandeau défile sur l'écran : « Émission enregistrée le 7 octobre ». Frédéric Mitterrand, le ministre de la Culture et de la Communication, est l'invité de l'émission dominicale de Michel Drucker. Depuis une semaine, Mitterrand est partout. Peu d'émissions politiques ont fait l'impasse sur l'affaire de sa Mauvaise Vie. Combien de fois a-t-on vu, ce week-end, Mitterrand rabrouer Laurence Ferrari, le 8 octobre, au 20 heures de TF1 ? L'interview choc avait rassemblé 8,2 millions de téléspectateurs. La meilleure audience du 20 heures depuis la rentrée. TF1 est contente. D'autant que, depuis, ces images passent en boucle. Au Zapping, dans le JT de Delahousse aussi. Dans Dimanche Plus, sur Canal, où Éric Besson en remet une couche nauséabonde comme un vol de charter : « Voir, en une semaine, Benoît Hamon passer de porte-parole du Parti socialiste à porte-parole de Marine Le Pen... » Celle qui a ouvert le « bal », le 5 octobre, sur France 2. Avec des mots tronqués sortis d'un livre paru en 2005. Laurence Ferrari non plus n'avait pas lu le bouquin de Mitterrand. Et l'avait reconnu. Tout jeune acteur au côté de Gabin et Michèle Morgan, François Mitterrand jouait « un petit garçon » dans Fortunat. « Devant la vague d'attaques dont je suis l'objet, le fait de ne pas être un homme politique est un atout », lâchait le ministre devant son ami Claude Sérillon. « Je suis un peu vif », s'excusait-il. Devant l'écran, l'effet de répétition accentue la malaise. Samedi matin, sur France Inter, Ivan Levi, dans son Kiosque, citait Séguéla : « Le QE (le quotient émotionnel) a remplacé le QI. »

CLAUDE BAUDRY

Les Allemands sont encore dans le village

L'Occupation à hauteur d'hommes, ce soir sur France 3, à 20 h 35. Série à suivre.

Chic, Un village français revient. Les téléspectateurs qui ont plébiscité, en juin dernier, les six premiers épisodes de la série ont sans doute déjà réservé leur soirée. Pour ceux qui auraient manqué la captivante première volée, il est temps de découvrir cette plongée dans la France de l'Occupation confiée cette fois-ci au réalisateur Olivier Guignard. 1941. À Villeneuve, dans le Jura, on tente désormais de se dépatouiller d'un quotidien réglé à l'heure allemande. On est au cœur du sujet. Dans la singularité du Village français. Il s'agit de « disséquer » l'âme humaine soumise à l'effet de

la peur, de la faim, de l'arbitraire et de la barbarie. Ici pas de caméra qui hoquette sans cesse et surligne à outrance la prétendue modernité du propos. Mais un parti pris classique qui met en valeur la qualité de l'écriture et nous offre un point de vue inédit sur l'Occupation. « Nous voulions permettre de découvrir cette période de manière moins schématique que ces films dans lesquels on résiste dès le mois d'octobre et sauve des légions de juifs, résume l'historien Jean-Pierre Azéma, conseiller scientifique de la série. Car quand on a montré cela, on n'a rien montré. » Passionnant.

MARIANNE BEHAR

l'Humanité

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
164, rue Ambroise-Croizat, 93528 Saint-Denis CEDEX. Tél. : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Abonnement lecteurs : 01 55 84 40 30.
Adresse e-mail : relationlecteur@humanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance.
Tél. : 01 49 22 74 43 (commerciale) / 01 49 22 74 53 (annonces classées) / 01 49 22 74 89 (annonces légales).
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957). Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 164, rue Ambroise-Croizat, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Directeur : Patrick Le Hyaric, président et directeur de la publication. Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction. Lin Guillou, secrétaire général. Hamid Bouzezar, directeur financier. Conseil de surveillance : Michel Laurent

(président), Claude Baudry (Société des personnels), Lydie Benoist, Edmonde Charles-Roux (Société des Amis), Denis Cohen, Martine Durlach, Soraya Fremaux (Société des personnels), Alfred Gerson (Société Humanité Investissement Pluralisme), Dominique Grador, Jean-Paul Magnon, Henri Malberg (Société des lecteurs et lecteurs de l'Humanité), Nicolas Marchand, Jean-Charles Nègre, Jean-Raymond Pacouret (Société des lecteurs et lecteurs de l'Humanité).
Composition : SGP Impression : POP (La Courmeuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, Ouest Print. Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : octobre 2009.
Commission paritaire : 0510 C 79615.
Tirage du samedi 10 octobre 2009 : 63 498 exemplaires.

